

N° 5266¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relatif à l'adaptation budgétaire des projets de construction: Chambre des Députés – Annexe (Maisons Printz et Richard), Lycée technique Nic-Biever à Dudelange, Abbaye Neumunster à Luxembourg-Grund et Centre pénitentiaire de Givenich

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(16.3.2004)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 2 février 2004.

Le projet, élaboré par la ministre des Travaux publics, était accompagné d'un exposé des motifs et des informations précises concernant les différents projets de construction en cause ainsi que de la fiche financière prévue à l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

L'autorisation légale demandée est exigée en conformité avec l'article 99 de la Constitution.

*

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser le Gouvernement à adapter les enveloppes financières antérieurement arrêtées pour le réaménagement, l'extension et la remise en état du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre, de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich, des maisons Printz et Richard et du Lycée technique Nic-Biever de Dudelange (cf. *lois des 29 juillet 1993, 29 avril 1999, 20 janvier 1999 et 24 février 1999*). Il s'agit d'adapter lesdites dépenses à l'évolution réelle et actuelle des chantiers respectifs. Ces adaptations ou majorations, il est vrai, sont substantielles pour s'élever pour le moment à la somme de 11.650.000.- euros pour l'ensemble des projets de construction en question.

D'après les auteurs du projet, les raisons principales nécessitant une adaptation financière de ces chantiers sont:

- „• la sous-évaluation du coût de construction
- l'évolution technologique et réglementaire
- l'évolution programmatique des projets de construction“.

Bien que le Conseil d'Etat comprenne que „le développement d'un projet de construction est une entreprise de longue haleine“, il estime que de telles anomalies sont inacceptables et surtout contraires à une gestion en bon père de famille des deniers publics. Le Conseil d'Etat, en se référant aux lois relatives à l'adaptation budgétaire des projets de construction Campus Geeseknäppchen, Centre pénitentiaire, Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean et Centre National Sportif et Culturel, du projet de construction d'un Centre Ecologique et Touristique dans l'intérêt de l'aménagement du Parc de Hosingen (phase 2), du projet de construction d'un ensemble immobilier dans le cadre de l'extension du Lycée Classique de Diekirch et du projet de construction d'un bâtiment pour le Centre de Recherche Public Henri-Tudor et le Centre de Technologie de l'Education à Luxembourg-Kirchberg, estime qu'une attitude responsable non seulement des départements et autres administrations compétentes, mais également des hommes de l'art et autres techniciens est urgemment de mise pour remédier à de tels laisser-aller dans la gestion financière en mettant tous les moyens en œuvre à leur disposition pour agir

promptement. Un tel changement de mentalités est indispensable vu l'évolution économique future du pays et les ressources financières à la disposition des autorités publiques.

*

Le Conseil d'Etat espère que les dépenses actuellement arrêtées sont maintenant correctement évaluées par les auteurs du projet, car il est évident qu'un nouveau dépassement, voire toute modification des montants prévus, devront faire à nouveau l'objet d'une autorisation par le législateur.

Il espère de même, quant aux coûts de consommation et d'entretien annuels, que les auteurs ne se sont non plus trompés en affirmant que „les adaptations budgétaires de la présente loi n'engendreront que des frais de consommation et des frais d'entretien et de maintenance minimaux par rapport aux projets initiaux, vu qu'il s'agit d'extensions très petites par rapport au volume bâti existant, respectivement d'équipements complémentaires à acquérir“.

*

Compte tenu de ces considérations et du fait que ces projets sont en voie de réalisation très avancée, le Conseil d'Etat ne marque son accord avec le projet de loi que pour ne pas retarder encore la mise en service des bâtiments concernés.

Afin de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire aussi récente que possible, le Conseil d'Etat recommande toutefois de remplacer le montant des dépenses prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. Il peut d'ores et déjà marquer son accord avec la modification du texte à intervenir à cet égard.

Le texte du projet de loi donne par ailleurs lieu aux observations rédactionnelles suivantes:

Examen des articles

Intitulé

Le Conseil d'Etat estime qu'il faudrait pour des raisons de clarté indiquer suivant leur ordre chronologique les lois ayant autorisé les projets dont l'adaptation budgétaire est envisagée.

Aussi l'intitulé se lira-t-il comme suit:

„Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire des projets de construction autorisés par

- 1) la loi du 29 juillet 1993 relative au réaménagement du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre;*
- 2) la loi du 20 janvier 1999 relative*
 - a) à la transformation et à la restauration des maisons Printz et Richard à Luxembourg;*
 - b) aux travaux supplémentaires concernant l'agrandissement et la transformation du bâtiment de la Chambre des Députés ainsi qu'à l'aménagement des installations multimédias afférentes;*
- 3) la loi du 24 février 1999 relative à la restructuration et l'extension du Lycée technique Nic-Biever de Dudelange;*
- 4) la loi du 29 avril 1999 relative à l'extension et la remise en état de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich.“*

En présence d'un tel intitulé, le Conseil d'Etat, avant d'aborder l'examen des articles proprement dit, renvoie à son avis du 28 janvier 2003 relatif au projet de loi modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire quant à la présentation générale du projet de loi sous avis. Il avait ainsi remarqué que

„Quant à la forme, le Conseil d'Etat se doit de rappeler ses regrets déjà exprimés dans le cadre de son avis du 26 octobre 1999 sur le projet de loi (4563) qui allait devenir la loi du 24 juillet 2000, regrets consistant dans le fait de regrouper plusieurs projets d'investissement de grande envergure dans un seul et même projet de loi ce qui, tout en n'étant pas directement contraire à l'exigence de l'article 99 de la Constitution, en trahit cependant l'esprit en ce que la méthode choisie enlève en fait à la Chambre des députés son droit de se prononcer individuelle-

ment sur chacun des projets visés. Comme, à l'évidence, tous les projets prévus ne sauraient être réalisés en même temps, il eût été préférable de faire autoriser les principaux d'entre eux par des lois individuelles et spéciales.

Le Conseil d'Etat se trouve conforté dans cette approche devant la multitude de modifications qui lui sont actuellement présentées. L'élaboration d'un projet de loi distinct pour chacun des projets d'infrastructure aurait certainement le grand avantage de permettre un meilleur suivi de chaque dossier, notamment au regard de l'évolution de son coût de réalisation. Cette méthode faciliterait très largement la mission de surveillance de la Chambre des députés en matière de grands travaux dans l'esprit de l'article 99 de la Constitution.“ (cf. doc. parl. *Nos 4942; 5032*)

Une deuxième remarque générale concerne l'agencement du dispositif du texte sous avis. Ainsi, le Conseil d'Etat recommande, à l'instar de l'intitulé, l'ordre chronologique des dépenses effectuées que le projet sous avis entend adapter de sorte qu'une nouvelle numérotation est de mise.

De même, dans un souci de cohérence, il convient d'intégrer les renvois aux Fonds publics dans les articles auxquels ils se rapportent.

Article 1er (selon le Conseil d'Etat)

Il s'agit de l'article 3 du projet de loi sous avis.

Cet article est à compléter par des alinéas 3 et 4 ayant la teneur suivante:

„Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Par dérogation à l'article 12b de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.“

En outre, il faut lire à l'alinéa 2 „de l'indice semestriel des prix de la construction“ au lieu de „de l'indice semestriel des prix à la construction“.

Enfin, le Conseil d'Etat propose de rédiger la première phrase de cet alinéa 2 de la façon suivante: „Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 2.300.000.- euros“. Par ailleurs, cet alinéa 1 doit se lire comme suit:

„Le Gouvernement est autorisé à adapter en termes réels les dépenses concernant la loi du 29 juillet 1993 relative au réaménagement du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre.“

Article 2 (selon le Conseil d'Etat)

Il s'agit de l'article 1er du projet de loi sous avis.

Le Conseil d'Etat estime, quant à l'alinéa 1 de cet article, qu'il y a lieu de reproduire l'intitulé correct de cette loi et qu'il se lirait donc comme suit:

„Le Gouvernement est autorisé à adapter en termes réels les dépenses concernant la loi du 20 janvier 1999 relative a) à la transformation et à la restauration des maisons Printz et Richard à Luxembourg; b) aux travaux supplémentaires concernant l'agrandissement et la transformation du bâtiment de la Chambre des Députés ainsi qu'à l'aménagement des installations multimédias afférentes.“

La première phrase de l'alinéa 2 aura la teneur suivante:

„Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 4.950.000.- euros.“

Par ailleurs, il faut lire „de l'indice semestriel des prix de la construction“ au lieu de „de l'indice semestriel des prix à la construction“.

Enfin, l'article est à compléter par des alinéas 3 et 4 au libellé ci-après:

„Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Par dérogation à l'article 12b de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.“

Article 3 (selon le Conseil d'Etat)

Il s'agit de l'article 2 du projet de loi sous avis.

La première phrase de l'alinéa 2 se lira comme suit:

„Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 2.100.000.- euros.“

De même, il y a lieu de remplacer les termes „de l'indice semestriel des prix à la construction“ par ceux de „de l'indice semestriel des prix de la construction“.

Enfin, il y a lieu de compléter cet article par des alinéas 3 et 4 qui auront la teneur suivante:

„Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics scolaires.

Par dérogation à l'article 12b de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.“

Article 4

Il s'agit de l'article 4 du projet de loi sous avis.

Il convient, quant à l'alinéa 1, de citer correctement l'intitulé de la loi concernée.

Aussi cet alinéa se lira-t-il comme suit:

„Le Gouvernement est autorisé à adapter en termes réels les dépenses concernant la loi du 29 avril 1999 relative à l'extension et la remise en état de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich.“

La première phrase de l'alinéa 2 de l'article aura le libellé suivant:

„Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'alinéa 1 ne peuvent pas dépasser la somme de 2.300.000.- euros.“

De même, il y a lieu de remplacer les termes „de l'indice semestriel des prix à la construction“ par ceux de „de l'indice semestriel des prix de la construction“.

Enfin, il échet de compléter l'article par des alinéas 3 et 4 dont la teneur sera la suivante:

„Les dépenses sont imputables sur les crédits du fonds d'investissements publics administratifs.

Par dérogation à l'article 12b de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.“

Articles 5 à 7

Ces articles sont à supprimer selon la version proposée par le Conseil d'Etat.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 16 mars 2004.

Le Secrétaire général,

Marc BESCH

Le Président,

Pierre MORES